



N° 048 – 27 mars 2009

Centre des Nations Unies pour les Droits de l'Homme et la Démocratie en Afrique Centrale

INTERNATIONAL PERSPECTIVE NO.48 OF 27 mars 2009



“It takes a lot of courage to release the familiar and seemingly secure, to embrace the new. But there is no real security in what is no longer meaningful. There is more security in the adventurous and exciting, for in movement there is life, and in change there is power”.

Alan Cohen

PERSPECTIVE INTERNATIONALE No.48 DU 27 mars 2009

Nouvelle route Bastos, rue 1705 N° 606, P.O Box 836 Yaoundé - Cameroun
Phone: (237) 22 21 24 74 Fax: (237) 22 21 24 75 E-mail: unchr-d-ca@undp.org
Website: www.cnudhd.org - www.unchr-d.org

Afrique Centrale

Le 2ème Forum des jeunes de la CEMAC pour la lutte contre le Sida du 1er au 3 avril prochains à Yaoundé

[Gabonews](#) - 26 Mars 2009

www.allafrica.com

Libreville — L'Organisation de Coordination pour la lutte contre les Endémies en Afrique Centrale (OCEAC) organisera du 1er au 3 avril prochain à Yaoundé au Cameroun, les deuxièmes assises du Forum Régional des Jeunes de la CEMAC pour la lutte contre le Sida (FREJES II), rapporte ce jeudi un communiqué de l'OCEAC.

Cette rencontre de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC) axé sur les jeunes se tient sous le sceau de « l'harmonisation de la riposte et de la lutte contre le sida au sein des unités jeunes des associations de marketing social », rapporte cette note. Sous l'égide du projet de prévention du Sida en Afrique Centrale (PPSAC) de l'OCEAC, le forum regroupera les jeunes issus des 6 pays de la CEMAC dont le Gabon, le Tchad, la Centrafrique, le Congo, la Guinée Equatoriale et le Cameroun.

Le FREJES II fera la promotion de l'excellence et, entre autres ateliers et partages, des prix d'excellence seront décernés pour la première fois, aux jeunes les plus méritants (Edition 2008 du Prix CEMAC de l'excellence). Ce Forum est soutenu par le Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA) en partenariat avec le bureau du Cameroun du Programme Commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA, (ONUSIDA).

Angola/Vatican

Réactions indignées aux propos du pape

Par RFI

Article publié le 20/03/2009

Benoît XVI est arrivé vendredi en début d'après-midi en Angola, dernière étape d'une tournée africaine marquée par une polémique sur le préservatif, qui a déclenché en Europe l'indignation, tant dans les milieux politiques que chez les scientifiques et au sein des associations qui luttent contre le sida, sans parler des nombreux catholiques qui ne partagent pas la prise de position du souverain pontife. Le pape a également réaffirmé son rejet de l'avortement thérapeutique.

Benoît XVI à son arrivée en Angola est accueilli par le président Jose Eduardo dos Santos. (Photo: Reuters)

De l'inquiétude à l'indignation. Les propos du pape Benoît XVI n'en finissent plus de provoquer une avalanche de réactions. À la mesure du décalage entre la position de l'Eglise catholique et l'engagement de la communauté internationale aux côtés des malades du sida. Le directeur du Fonds mondial contre le sida demande au pape de retirer ses propos. Tandis que l'ONU SIDA rappelle que le préservatif est une composante essentielle de la lutte contre la maladie.

Les grands pays donateurs en matière de lutte contre le sida sont tout aussi effarés. En France, pour ne citer qu'elle, Rama Yade, la secrétaire d'Etat aux droits de l'homme s'est dit « *ahurie* »

par les propos du pape. Des propos dangereux selon l'Allemagne et la Belgique. Le nombre de dirigeants européens scandalisés dépasse déjà la dizaine, tandis que l'Espagne a joint le geste à la parole en annonçant l'envoi d'un million de préservatifs en Afrique.

« *Un message négatif* »

Sur le continent africain les réactions sont également vives. A Ouagadougou (Burkina Faso), l'association africaine Solidarité juge « *grave et dangereuse* » la position du souverain pontife. Au Niger où les responsables ont eu tant de mal à convaincre les religieux de jouer un rôle dans la prévention de l'épidémie, les responsables du programme gouvernemental de lutte contre le sida parlent d'un « *message négatif* ». Enfin au Cameroun, terre où fut prononcée cette phrase lourde de conséquences, sur « *l'usage du préservatif qui aggrave le problème du sida* », une ONG de sensibilisation se demande « *si le pape vit vraiment au XXI^e siècle* ».

L'Angola, deuxième et dernière étape africaine de Benoît XVI

Benoît XVI a commencé par remercier le peuple angolais de l'accueillir chaleureusement, lors de ses premières paroles prononcées sur le tarmac de l'aéroport de Luanda.

Cinquante pour cent de la population dans ce pays est catholique et une foule immense vêtue de blanc et de jaune, les couleurs du Vatican, est allée tenter de l'apercevoir. Après les chants et les danses d'attente, il y a eu des bousculades au passage du cortège emmenant le pape à la nonciature où il va résider pendant son séjour en Angola.

A sa descente d'avion, quelques minutes plus tôt, le chef de l'Eglise catholique a été accueilli par le président angolais, des membres du gouvernement, des députés et des membres du corps diplomatique.

José Eduardo do Santos a souhaité la bienvenue au pape et à ceux qui l'accompagnent au nom du peuple angolais. Il a d'emblée évoqué les défis que son pays doit relever : la reconstruction, la paix et la réconciliation.

De son côté, Benoît XVI a rappelé qu'il effectue un voyage dans un Angola en paix aujourd'hui. La longue guerre civile de 27 ans a pris fin en 2002. Le pape a souhaité que la paix soit renforcée à travers la réconciliation nationale. Et il a exprimé sa solidarité aux sinistrés de la province de Kunéné, dans le sud du pays, où des inondations ont fait ces derniers jours plus de dix morts et plus de cinquante mille déplacés.

Samedi, le souverain pontife célébrera une messe à Luanda à 9 heures et prononcera un discours à 15H30 lors d'une rencontre avec les jeunes.

Centrafrique

Un mémorandum et une marche en faveur de la paix

Gabonews - 26 Mars 2009

www.allafrica.com

Bangui — Le Pacte de la jeunesse pour la défense de la patrie (PJDP), une association des jeunes de la majorité présidentielle et des ONG, a remis ce jeudi un mémorandum au gouvernement, à l'issue d'une marche dite de soutien aux efforts de paix en République Centrafricaine.

Dans le mémorandum remis au gouvernement, le PJDP félicite le président de la République pour toutes les actions menées en faveur de la paix, depuis la signature des différents accords de cessez-le-feu jusqu'à l'accord de paix global de Libreville, mais surtout pour l'organisation et la réussite Dialogue Politique Inclusif (DPI) de décembre 2008.

En revanche, « le PJDP marque son étonnement face aux vellétés de déstabilisation des institutions de la République et de menace grave pour la paix, par ceux-là mêmes qui hier ont pris part de manière active au processus du DPI » et s'insurge contre les auteurs des dernières hostilités à l'intérieur du pays. Dans cette perspective, il appelle « à la vigilance de tous les pays frontaliers de notre pays afin que des aventuriers ne puissent pas remettre en cause la paix et la stabilité en Afrique Centrale » à partir de leur territoire. Le mémorandum demande également que « le règlement des litiges liés à l'application des recommandations du DPI par la canal du comité de suivi du DPI et des mécanismes prévus à cet effet ».

Cependant, le PJDP souhaite la mise en oeuvre immédiate du programme de démobilisation, désarmement et réinsertion des ex-combattants en vue de garantir la paix sur toute l'étendue du territoire, sollicitant de la communauté internationale d'appuyer le pays dans « sa marche vers la paix, l'unité et la réconciliation nationale pour son développement et l'intégration sous-régionale ». Signalons que c'est le ministre en charge du Développement rural et de l'Agriculture, Fidèle Nguondjika qui a réceptionné le mémorandum au complexe sportif Barthélemy Boganda, à l'issue de la marche qui a connu la participation de plus des milliers de jeunes.

France / RDC / Congo / Niger

Nicolas Sarkozy insiste sur la démocratie

Par RFI

Article publié le 27/03/2009

Lors du dîner offert à Brazzaville à l'occasion de sa venue, jeudi 26 mars 2009, Nicolas Sarkozy a rappelé qu'il trouvait « *important* » que l'élection présidentielle de juillet se déroule « *dans la sérénité et la transparence.* »

Après son escale en RDC, le président français était au Congo-Brazzaville jeudi après-midi, pays emblématique de la « Françafrique », où, devant le Parlement, il s'est prononcé pour la « *renovation de la relation franco-africaine débarrassée des pesanteurs du passé et des soupçons* ». A propos de l'élection présidentielle de juillet, « *la France n'a pas de candidat* » a-t-il martelé, désireux de ne pas donner l'impression de soutenir l'actuel président et très probable candidat Denis Sassou Nguesso. Ce matin, il s'envole pour la dernière étape de sa mini-tournée africaine, le Niger, où Nicolas Sarkozy doit s'entretenir avec le président Tandja et des dirigeants de partis politiques.

Le Congo-Brazzaville

Après avoir passé quelques heures à Kinshasa jeudi matin (visite jugée trop courte par ses hôtes de RD Congo, voir nos précédents articles), Nicolas Sarkozy était donc à Brazzaville jeudi après-midi, pour la deuxième étape de sa mini-tournée africaine.

A Brazzaville, le président français s'est prononcé pour la « *renovation de la relation franco-africaine débarrassée des pesanteurs du passé et des soupçons* ».

Nicolas Sarkozy : La démocratie et les droits de l'homme, valeurs africaines

« Ce ne sont pas des valeurs plaquées sur votre société, ce sont des valeurs africaines... Mme Konaré m'a dédié ce petit précis d'histoire africaine ... avec l'humanisme au Mali dès le XIIIe siècle. »

Le discours de Brazzaville

« Je ne serai pas le président qui assumera des accords secrets », a lancé Nicolas Sarkozy devant les parlementaires de Brazzaville, en référence aux nouveaux accords de défense que la France est en train de signer avec ses anciennes colonies

Dans ce discours de Brazzaville, Nicolas Sarkozy s'est livré à un exercice acrobatique : d'un côté, il a expliqué que la vieille Françafrique c'était fini, mais de l'autre, il s'est défendu de vouloir liquider cette relation ancienne et fraternelle : *« j'ai l'ambition de lui conférer une légitimité nouvelle »*, a-t-il dit. Il a même cité à un moment le petit précis d'histoire africaine que vient de publier l'historienne Adame Ba Konaré. *« Cet ouvrage décrit bien l'humanisme qui existait au Mali dès le XIIIe siècle »* a-t-il noté, sous-entendant : les Africains ont une histoire.

Deux ans après, Nicolas Sarkozy essaie toujours de faire oublier le calamiteux discours de Dakar.

Par ailleurs, il s'est bien gardé de rencontrer les candidats à la présidentielle du mois de juillet prochain. Il a juste reçu leurs représentants et des chefs de partis de l'opposition.

Nicolas Sarkozy : La France n'a pas à prendre parti

« La France n'a pas à prendre parti dans une élection et la France travaillera main dans la main avec le président que les Congolais se choisiront. »

L'élection présidentielle de juillet

Au Congo-Brazzaville, *« la France travaillera main dans la main avec le président que les Congolais se choisiront »*, a lâché Nicolas Sarkozy hier soir devant les parlementaires, suscitant des applaudissements nourris.

Visiblement, le président français ne veut pas qu'on croie qu'il vient à Brazzaville, 4 mois avant la présidentielle, pour soutenir le très probable candidat Denis Sassou Nguesso. Alors hier soir, lors d'un tête-à-tête avec son homologue congolais, il l'a encouragé à ouvrir le dialogue avec son opposition, pour mieux préparer ce scrutin. De bonne source, le message aurait été assez bien entendu.

Il a aussi rencontré une délégation de l'opposition congolaise dans un hôtel de la place. Pas les principaux candidats, comme Ange Edouard Mpoungui, ou Mathias Dzon, mais 5 personnes qui les représentaient. Il les a invités à ne pas placer la barre trop haut lors du futur dialogue, afin de ne pas amener le pouvoir à claquer la porte. Lors de cette rencontre, Nicolas Sarkozy a même cité l'exemple de l'opposition sénégalaise, qui avait boycotté les législatives de 2007 en raison de listes électorales douteuses, et qui vient de gagner les municipales à Dakar et dans les grandes villes sénégalaises sur la base des mêmes listes électorales.

Le discours du chef de l'Etat français était-il sincère ? En tout cas, à la sortie, les opposants semblaient avoir été convaincus par le verbe sarkozien.

Cette petite phrase, encore : « *Les Congolais ont la fortune à portée de main et pourtant, ils restent pauvres ; pardonnez-moi si vous choquez, mais comment ne pas être attristé par un tel gâchis...* »

Après la RD Congo et le Congo-Brazzaville, le Niger

Le chef de l'Etat français a passé la nuit de jeudi à vendredi à Brazzaville, d'où il décollera ce matin pour se rendre au Niger, l'un des plus pauvres pays de la planète, où Nicolas Sarkozy doit s'entretenir avec le président Tandja et des dirigeants de partis politiques. Le président français est accompagné notamment d'Anne Lauvergeon, la présidente du groupe Areva, n°1 mondial de l'uranium, qui a récemment signé un contrat avec le Niger pour l'exploitation d'une mine d'uranium à Immouraren dans le nord du pays.

Depuis des années, des ONG et des syndicats nigériens fédérés dans le ROTAB dénoncent cette exploitation minière, et accusent Areva de négligence en matière de protection sanitaire et environnementale.

CONGO-Kinshasa

Vital Kamerhe a fini par jeter l'éponge

26/03/2009 - La rédaction web de Jeune Afrique

Le président de l'Assemblée nationale congolaise a démissionné mercredi, après plusieurs semaines de crise avec sa famille politique. Vital Kamerhe jette l'éponge alors que le chef de l'Etat français Nicolas Sarkozy doit prononcer un discours ce jeudi devant le parlement et le Sénat, réunis en congrès, de la République démocratique du Congo.

Vital Kamerhe se retire. Le président de l'Assemblée nationale congolaise a présenté sa démission mercredi, dès l'ouverture d'une séance plénière. Il accède ainsi à la demande de sa famille politique, courroucée par les déclarations qu'avait tenues Vital Kamerhe en février.

Il avait qualifié de « grave » une intervention lancée le 20 janvier dans le Nord-Kivu par les forces congolaises et rwandaises. Une intervention dont il n'avait pas été mis au courant, a-t-il expliqué sur Okapi, la radio de la Mission des Nations Unies en République démocratique du Congo (RDC).

Vital Kamerhe avait justifié ses craintes. Il redoutait que l'offensive ne coûte la vie à des civils. Il faisait référence à une opération militaire ougandaise dans le Nord de la RDC qui avait eu lieu à la même période que l'attaque congolo-rwandaise. Elle visait à anéantir des rebelles ougandais, mais la population avait payé un lourd tribut : plus de mille personnes avaient trouvé la mort suite aux violences perpétrées par les dissidents.

Démission « sans débat, ni vote »

Reste que l'Alliance pour la majorité présidentielle, qui a porté Joseph Kabila au pouvoir, avaient dénoncé ces propos, estimant qu'ils avaient affecté la « sécurité » et la « cohésion

nationale ». Depuis, elle a multiplié les appels à la démission de Vital Kamerhe et l'a menacé d'une motion de déchéance.

Devant les parlementaires, mercredi, Vital Kamerhe est revenu sur la déclaration qui lui a coûté sa place à l'Assemblée. Elle « a été mal appréciée par ma famille politique, qui a estimé que j'avais commis un crime de lèse-majesté, car je venais, semble-t-il, de contredire le chef de l'Etat, chef de ma famille politique », a-t-il déclaré.

Il a ajouté avoir été victime depuis lors d'une « forte campagne de diabolisation » et d'« injures gratuites ». « C'est pourquoi, je vous prie de bien vouloir accepter ma démission sans débat, ni vote ».

L'annonce de Vital Kamerhe est tombée la veille d'une visite éclair de Nicolas Sarkozy en RDC. Certains estiment que ce n'est pas un hasard : le président français devait prononcer jeudi un discours devant le parlement.

GABON

Une ONG demande à Monaco de geler des comptes d'Edith Bongo

26/03/2009 - AFP

L'ONG française Sherpa a adressé au prince Albert II ainsi qu'au procureur de Monaco un courrier demandant le gel de comptes bancaires ouverts en principauté, selon l'association, au nom d'Edith Bongo, l'épouse décédée du chef d'Etat gabonais Omar Bongo, a-t-on appris jeudi auprès de Sherpa.

Une source judiciaire monégasque a confirmé à l'AFP l'existence de ce courrier, indiquant qu'aucune procédure de blocage de ces comptes présumés n'avait été engagée.

"Cela devrait être fait sur la base d'une commission rogatoire. Il n'y a eu aucune demande d'autorités officielles en ce sens et l'existence de ces comptes reste à vérifier", a indiqué cette source judiciaire.

Dans son courrier au prince Albert II en date du 23 mars, dont l'AFP a eu copie, l'ONG Sherpa affirme qu'Edith Bongo Ondimba, décédée le 14 mars, "aurait servi de prête-nom auprès de plusieurs établissements bancaires de la principauté afin de dissimuler les capitaux tant de son époux que de son père", respectivement la chef d'Etat gabonais Omar Bongo Ondimba et le président du Congo Denis Sassou Nguesso.

Sherpa et l'association Transparency International France (TI) ont déposé en décembre une plainte avec constitution de partie civile contre X visant les présidents gabonais, congolais et équato-guinéen (Teodoro Obiang) qu'ils accusent de posséder en France des biens immobiliers financés par de l'argent public détourné.

"Nous avons de sérieuses raisons de penser que les avoirs logés sur les comptes ouverts au nom d'Edith Bongo Ondimba, dans des établissements de la principauté, font partie de ce que nous visons sous l'appellation de +biens mal acquis+", écrit encore Sherpa.

Sherpa et TI avaient déjà tenté sans succès de faire ouvrir une enquête sur ce dossier en mars 2007 et en juillet 2008, le parquet de Paris ayant classé l'affaire en estimant que les investigations n'avaient "pas permis de mettre en évidence des infractions pénales".

Ouganda / RD Congo

Fin de l'opération «Coup de tonnerre»

Par RFI

Article publié le 23/03/2009

C'est aujourd'hui que les derniers soldats ougandais venus traquer l'Armée de résistance du Seigneur (LRA) doivent se retirer du nord-est de la République démocratique du Congo. Lancée à la mi-décembre, l'opération «Coup de tonnerre» n'a toutefois pas permis de capturer le chef de la rébellion Joseph Kony, sous le coup d'un mandat d'arrêt international émis par la Cour pénale internationale (CPI). A Kinshasa, comme à Kampala, on considère cependant que l'offensive conjointe a été un succès.

La LRA, dispersée en petites bandes, poursuivrait dans la forêt ses exactions, massacres, enlèvements, mutilations...

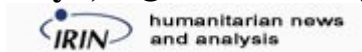
En trois mois, l'Armée de résistance du Seigneur a perdu 80% de sa capacité de nuisance, assure le porte-parole des forces ougandaises. Du côté des autorités congolaises, on affiche la même satisfaction. « *Il ne reste que quelques groupes résiduels de la LRA et notre armée, avec le soutien des casques bleus, va poursuivre la traque de Joseph Kony jusqu'à ce qu'il réponde de ses crimes* », avance le porte-parole du gouvernement.

Dans les faits, le bilan de l'opération conjointe est moins reluisant. Les 400 rebelles ougandais, selon les estimations, ont perdu leurs bases dans le parc de la Garamba mais ils sont aujourd'hui dispersés dans les forêts du nord-est de la RDC. Evitant les combats, ils maraudent en petites bandes sur un vaste territoire, laissant derrière eux un sillage de sang. Massacres, enlèvements, mutilations... La LRA reste fidèle à sa brutalité.

Selon plusieurs sources, environ un millier de civils congolais ont été tués ces derniers mois par l'Armée de résistance du Seigneur. En raison de l'insécurité, qui serait également le fait de quelques bandits opportunistes, l'assistance aux dizaines de milliers de déplacés est devenue très difficile. Signe que la situation est encore loin d'être stabilisée, des soldats ougandais spécialisés dans le renseignement vont rester sur le sol congolais alors que l'opération est officiellement achevée.

Tchad

Yaya, "Quand on a déjà vu la mort, on n'a plus peur"



26 Mars 2009

N'djamena — Yaya*, 16 ans, a combattu pendant plusieurs années dans les rangs d'une rébellion de l'est du Tchad, jusqu'à ce que son mouvement signe un accord avec le gouvernement en 2006.

Aujourd'hui en formation de chauffeur-mécanicien dans le cadre d'un processus de démobilisation, il dit n'aspirer qu'à une chose : que l'Etat garantisse la sécurité et la justice dans le pays, seule condition pour qu'il ne replonge dans la violence.

« Je viens d'un petit village de la région de Guéréda [département du Dar Tama, dans l'est du pays, près de la frontière soudanaise]. Quand j'étais petit, j'étais berger et j'allais à l'école coranique.

« Je voyais les problèmes qu'il y avait entre ma communauté [Tama] et les Zaghawa [dont est issu le président tchadien Idriss Déby]. [Les Zaghawa] venaient toujours armés, ils prenaient notre bétail et nous disaient qu'ils pouvaient faire ce qu'ils voulaient parce qu'ils étaient au pouvoir.

« J'avais [environ 10 ans] quand un jour, ils sont encore venus voler du bétail. Des gens du village ont couru derrière eux, alors ils ont tué les hommes et les enfants de mon âge qui les poursuivaient. Avec 15 autres jeunes, nous avons décidé que cette fois-ci, ce n'était plus acceptable et qu'il fallait nous défendre.

« La nuit suivante, nous sommes partis pour rejoindre la rébellion [devenue en 2005 le FUC, Front uni pour le changement, lié au Soudan]. On courait la nuit, et le jour on se cachait pour échapper aux Zaghawa. Au bout de trois nuits, nous avons trouvé [les rebelles]. Nous avons commencé une formation.

« Nous n'avions pas fini la formation quand un jour, il y a eu une attaque et nous avons participé aux combats. Cinq garçons de mon village ont été tués. Jusque là, nous n'avions pas d'armes, mais nos chefs ont vu qu'on savait se battre, alors ils nous ont donné des armes et m'ont chargé de former d'autres combattants. Après, on a participé à tous les combats.

« On n'avait pas peur de se battre. On avait vu la mort dans [notre] village. Quand on a déjà vu la mort, on n'a plus peur.

« Le 13 avril 2006, il y a eu des combats près de N'djamena [la capitale], beaucoup de nos combattants ont été capturés et emprisonnés. Quelques temps après, notre chef nous a dit que si nous les laissions, ils allaient être exécutés donc il valait mieux rallier l'armée [accord de paix entre le gouvernement et le FUC signé en décembre 2006] et un jour, on les récupérerait pour repartir. Nous avons accepté.

« Puis le chef nous a dit que comme nous étions mineurs, notre place était à l'école, pas dans l'armée [accord de démobilisation des enfants associés aux groupes armés signé en mai 2007 entre le gouvernement et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, UNICEF]. Il y a eu beaucoup de discussions chaudes, aucun enfant ne voulait. Mais le chef a dit qu'on allait pouvoir apprendre à conduire des véhicules pour devenir des généraux ou des ministres, donc nous avons accepté.

« Au bout d'un mois, on n'a pas vu venir notre solde de combattant. Nous sommes allés voir notre chef puis les militaires pour essayer de repartir [dans l'est], mais personne n'a voulu nous aider.

« C'est comme ça que je suis rentré à l'école en septembre 2007 [via un programme de démobilisation et réinsertion financé par l'UNICEF]. Mais j'étais trop vieux, alors j'ai demandé

à faire une formation de chauffeur mécanicien. Ca fait 18 mois maintenant que je suis au CTO [centre de transit et d'orientation, géré par l'organisation CARE, avec UNICEF]. Je fais ma formation dans la journée et le soir, je suis les cours d'alphabétisation.

« Au début, quand j'étais au centre, j'allais souvent du côté des militaires, j'avais des comptes à régler avec eux. Mais aujourd'hui, j'ai passé beaucoup de temps pour ma formation et j'ai appris beaucoup de choses, je ne veux plus les voir. Ce serait une perte de temps.

« Quand je pense à tout ce que j'ai fait pendant toutes ces années, je regrette. J'ai fait beaucoup de mal aux populations, parce que j'avais une arme et j'étais 'chef'. Dès que je mettais ma tenue militaire, je me sentais agressif. Ca m'étonne d'être devenu si docile aujourd'hui.

« Je voudrais dire à mes jeunes frères qu'il n'y a aucun avantage à être dans l'armée quand on est un enfant. Un adulte peut [y] avoir [un avenir], mais pour un enfant, c'est seulement une perte de temps : j'ai perdu l'école coranique, le bétail, et je dois tout recommencer à zéro.

« Ma famille est toujours au village là-bas, un beau-frère m'appelle chaque semaine pour me donner des nouvelles. Mais je ne veux pas y retourner, parce que je suis sûr que si je repars, je vais retrouver l'injustice et ça va me ramener dans la rébellion. Je veux rester loin de tout ça.

« Il faut que l'Etat assure la sécurité et l'égalité dans le pays. C'est l'insécurité et l'injustice qui m'ont poussé à combattre, je devais protéger mon bétail et mes [proches]. Si on ne les avait pas tués, je n'aurais pas rejoint la rébellion. Il faut aussi enlever leurs armes aux civils. Il faut absolument la paix dans ce pays ».

* Un nom d'emprunt.